

Le rôle de l'entrepreneuriat dans la croissance économique en Algérie

ZEMIRLI Radhia¹ & HAMMACHE Souria²

Université Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou/ Algérie

Email : radhia_zemirli@hotmail.fr

Résumé

Ce papier a pour objectif d'analyser le rôle de l'entrepreneuriat, plus généralement, le secteur privé dans la croissance économique en Algérie. Dès lors, s'intéresser à ces liens semble pertinent car il permet de mettre en lumière dans quelle mesure l'entrepreneuriat contribue au développement économique et donc de s'interroger sur l'opportunité pour l'Algérie de miser sur les entreprises pour relancer la croissance, diversifier son économie, et accroître la compétitivité territoriale de toutes les régions.

Nous essayerons dans cet article de présenter un état des lieux de l'entrepreneuriat en Algérie en mettant l'accent sur l'évolution du tissu de PME, puis, nous examinerons les contraintes auxquels sont confrontés les entrepreneurs, pour une meilleure compréhension des facteurs faisant obstacle à l'éclosion de leurs entreprises. Et enfin, nous analyserons ce rôle de l'entrepreneuriat dans la croissance économique en utilisant comme

¹ Enseignante et Doctorante à la faculté des Sciences Economiques de l'Université Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou.

² Enseignante et Doctorante à la faculté des Sciences Economiques de l'université Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou.

indicateur la contribution des PME privées dans la création de valeur ajoutée et dans l'emploi.

Mots clés : PME ; entrepreneuriat ; croissance économique ; Algérie.

Abstract

This paper aims to analyze the role of entrepreneurship, more generally, the private sector in economic growth in Algeria. Therefore, looking at these links seems relevant because it helps to highlight the extent to which entrepreneurship contributes to economic development and thus to question the opportunity for Algeria to rely on companies to revive the economy. growth, diversify its economy, and increase the territorial competitiveness of all regions.

We will try in this article to present the state of entrepreneurship in Algeria with a focus on the evolution of SME, then, we will examine the constraints facing entrepreneurs, for a better understanding of the factors hindering to the hatching of their businesses. And finally, we will analyze this role of entrepreneurship in economic growth using as an indicator the contribution of private SME in the creation of added value and in employment.

Keywords: SME; entrepreneurship; economic growth; Algeria.

Introduction

Après le récent contre-choc pétrolier qui a frappé de plein fouet l'économie algérienne, l'entreprise privée se présente comme une issue importante pour créer de l'emploi et soutenir la croissance économique. Le secteur de PME, perçu comme un nouveau vecteur du développement économique, générateur d'emploi et moteur de progrès socio-économique, il est moins en moins considéré comme un agent servant à exploiter les travailleurs, ni un secteur spéculateur. Actuellement, le secteur privé fait l'objet

d'encouragements sans précédent (une nette augmentation du montant du capital autorisé, création d'organisme pour accompagner les initiatives privées...).

D'ailleurs, la littérature recense aujourd'hui beaucoup de travaux sur le lien entre croissance de l'emploi et entrepreneuriat. De récentes études ont montré que l'entrepreneuriat avait un impact positif et significatif sur la croissance, mais que l'ampleur de celui-ci était conditionnée par les caractéristiques locales de ces régions (Fritsch et Schroeter, 2011 ; Van Oort et Bosma, 2013).

Les conditions qui favorisent les nouvelles entreprises et la croissance sont souvent liées au contexte institutionnel et au niveau de développement. (Abdesselam et al., 2017) ont mis en évidence que l'environnement institutionnel lié à la régulation est capable de stimuler ou d'inhiber, non seulement l'activité entrepreneuriale, mais également la motivation d'innover.

Toutefois, en Algérie, il est difficile d'entreprendre **car la liberté d'entreprendre et la situation économique générale ne sont pas optimales. L'Algérie est plombée par une série de problèmes structurels et conjoncturels d'importance** : une économie au ralenti, reposant essentiellement sur l'extraction des hydrocarbures, un chômage élevé, surtout chez les jeunes, une bureaucratie lourde au sein de laquelle on perçoit des relents de corruption... Face à ces enjeux de taille, l'entrepreneuriat dans ce pays reste alors un défi majeur.

Ainsi, notre travail trouve son essence dans le fait que le secteur privé, autrement dit, l'entrepreneuriat défini à travers la création d'entreprises nouvelles, pourrait soutenir le secteur public dans la création de richesses, et qui a été pourtant relégué toujours au second rang par l'Etat. Et ceci se confirme par les données économiques enregistrées en 2017, démontrent

aisément que c'est le secteur privé qui crée la richesse et l'emploi en Algérie, les chiffres qui suivent sont plus qu'éloquents.

En effet, il conviendrait de préciser que la part du secteur privé dans le PIB (hydrocarbures inclus) est passée de 42% en 2000, à 70% en 2015, alors que le PIB global sur la même période a été multiplié par 4.

A cela s'ajoute, une évolution de la part de ce secteur dans le PIB hors hydrocarbures, qui le fait passer, de 74% en 2000, à 85% en 2015. C'est bien évidemment cette valeur qui définit la vraie richesse du pays, du fait qu'elle est générée par les entreprises, autrement dit, par le travail et la production. Cela induit des répercussions importantes, et positives, dans la mesure où le secteur privé intervient à hauteur de 60% dans l'emploi total, et à 61% dans la rémunération des salaires.

Ainsi, la place de l'entrepreneuriat comme levier important dans la diversification économique, a été clairement précisé [2], puisqu'il permet en plus de la réalisation de la valeur ajoutée et de l'amélioration de la croissance nationale, de lutter contre le chômage et le travail informel.

Ces faits nous conduisent à poser une question cruciale autour de laquelle s'est articulé notre travail, à savoir : « *Le secteur privé pourrait-il constituer un levier incontournable dans une conjoncture économique lourdement affaiblie par la crise pétrolière* ».

Cette interrogation revêt une importance d'autant plus importante que l'objectif global de l'Algérie sur la réduction de sa dépendance aux recettes d'hydrocarbures de laquelle découle sa vulnérabilité.

Afin de répondre à cette problématique, nous adopterons une méthodologie descriptive, et le travail sera scindé en plusieurs points : tout d'abord, présenter une revue de littérature relative à la relation entre l'entrepreneuriat et la croissance économique, puis, analyser un état des lieux de l'entrepreneuriat en Algérie en mettant l'accent sur l'évolution du tissu de PME,

ensuite, nous examinerons les contraintes auxquels sont confrontés les entrepreneurs. Et enfin, analyser ce rôle des PME privées dans la croissance économique en utilisant comme indicateur la contribution des PME privées dans la création de valeur ajoutée et dans l'emploi.

1. Fondements théoriques relatifs à l'entrepreneuriat et la croissance économique

Il conviendrait de mettre l'accent sur les liens entre l'entrepreneuriat et la croissance économique, tout en apportant des éclaircissements sur l'utilité de l'entrepreneur, ou les PME généralement, en tant qu'un actif vital pour la croissance d'une nation.

L'entrepreneuriat est défini classiquement comme un processus de décision individuelle et constitue un important canal de mise en œuvre d'informations utiles et valorisables dans la commercialisation de nouvelles idées, de nouveaux produits et de nouveaux processus (Aubry et al., 2015).

Autrement dit, l'entrepreneuriat peut-être perçue comme une activité impliquant la découverte, l'évaluation et l'exploitation d'opportunités. En effet, l'entrepreneuriat a pour but d'introduire de nouveaux biens et services, de nouvelles structures d'organisation, de nouveaux marchés, processus, et matériaux par des moyens qui n'existaient pas auparavant. Les idées entrepreneuriales sont des opportunités de profit qui étaient auparavant passées inaperçues. Les entrepreneurs agissent sur ces idées et l'économie devient plus productive. L'entrepreneuriat est considéré donc comme un instrument clé permettant d'améliorer la compétitivité entre les nations, de favoriser la croissance économique et d'accroître les possibilités d'emploi.

Ainsi l'entrepreneuriat contribue à la production et à la création de valeurs ajoutées grâce à une combinaison de facteurs de production (capital et travail),

et donc une allocation des ressources plus entrepreneuriale implique un plus grand niveau de production et de bien-être.

Il existe plusieurs études qui établissent un lien direct entre l'entrepreneuriat et la croissance économique. D'autres études empiriques portent sur une relation indirecte, en particulier, en établissant une interaction entre l'entrepreneuriat et la croissance de l'emploi. Ces études essaient d'expliquer comment l'entrepreneuriat est un facteur important pour expliquer des niveaux plus élevés de croissance économique.

Robert Solow (1956), un des précurseurs auteurs qui a essayé de montrer cette relation. Écrivant dans la période d'après-guerre, Solow a été récompensé par le prix Nobel pour sa modélisation de la croissance économique basée sur ce qui a été désigné depuis comme étant la fonction de production néo-classique. Dans le modèle de Solow, deux facteurs clés de la production, le capital physique et la main-d'œuvre (non qualifiée), sont économétriquement associés pour expliquer la croissance économique.

Solow a, bien entendu, reconnu que le changement technologique contribue aussi à la croissance économique. Cependant, formellement, dans les termes de son modèle, ce changement était considéré comme étant un résidu inexpliqué.

L'étude de Solow a inspiré une génération d'économistes et l'a incitée à considérer le modèle de la fonction de production comme une base pour l'explicitation des déterminants de la croissance économique. L'approche a généralement consisté à relier diverses mesures représentant ces deux facteurs fondamentaux de production, le capital physique et la main-d'œuvre, pour tenter d'expliquer les variations dans les taux de croissance.

Van Stel et Storey (2004) proposent trois variables explicatives de la croissance économique d'un pays: le taux de l'entrepreneuriat, l'indice de la compétitivité mondiale et le rendement par habitant, pour expliquer l'entrepreneuriat et l'innovation comme des facteurs déterminants de la

croissance, et ont conclu qu'une croissance rapide de nouvelles entreprises génère la création d'emplois dans les petites et moyennes entreprises dans les pays développés. Ces auteurs ont également analysé la relation entre la création d'entreprise à travers un proxy de l'entrepreneuriat et la croissance de l'emploi, ils ont utilisé comme échantillon le Royaume-Uni entre 1980 et 1998. Cette étude lie l'effet de la création de nouvelles entreprises et la croissance de l'emploi de politiques publiques spécifiques qui ont soutenues l'entrepreneuriat au Royaume-Uni. La différence entre les régions entrepreneuriales et non entrepreneuriales dépend du stock et de la qualité de leur capital humain.

Navarro et al. (2010) ont examiné la relation entre l'entrepreneuriat, la répartition des revenus et la croissance économique. Les principales conclusions de l'étude sont: la politique budgétaire a un effet positif sur l'investissement de différentes manières: l'investissement public accru et réduit les imperfections sur le marché de crédit ou finissent avec des restrictions qui nuisent à l'investissement dans le capital physique et humain, et qu'il ya un effet négatif du taux d'intérêt et des effets positifs des services publics et du taux de l'entrepreneuriat.

Par ailleurs, Simon Moya et al. (2014) font valoir que l'entrepreneuriat conduit pour des motifs de nécessité joue un rôle plus important dans les pays dont le développement économique est relativement faible et que l'inégalité prévaut. À l'inverse, dans les pays plus développés avec une inégalité de revenus relativement faible et un faible taux de chômage, les taux d'activité entrepreneuriale sont plus faibles mais les entreprises sont créées pour des motifs d'opportunité. On retrouve des conclusions similaires dans les différents rapports de Global Entrepreneurship Monitor (GEM) qui mettent aussi en évidence un taux élevé d'entrepreneuriat dans des pays dont le niveau de développement économique est relativement faible. Le poids du secteur

primaire et le fonctionnement de l'économie informelle expliquent le niveau élevé d'activité entrepreneuriale dans les pays en développement.

Feki & Chtourou (2014) ont analysé la relation entre l'entrepreneuriat et la croissance économique pour un panel de pays développés et en développement au cours de la période 1990-2004, ainsi que l'importance du capital social dans la relation entre l'entrepreneuriat et la croissance économique.

Braunerhjelm et Carlsson (2005) montrent qu'il existe une relation positive entre l'activité des entrepreneurs et la croissance du PIB. En cela, un entrepreneur est donc non seulement un indépendant au sens usuel du terme, mais aussi et surtout un développeur d'activités innovantes.

Selon Stam (2008) certaines conditions sont nécessaires pour l'activité entrepreneuriale : l'existence d'opportunités entrepreneuriales qui peuvent être plus ou moins importantes, et surtout l'opportunité doit être exercée dans une organisation et doit représenter une réelle recombinaison qui implique un changement dans le marché, l'existence d'individus capables de les saisir.

2. Rôle du secteur privé dans la croissance économique

La Banque Mondiale affirme que :

- Les petites et moyennes entreprises (PME) procurent plus de la moitié des emplois formels dans le monde.
- Les PME apportent des solutions efficaces aux problèmes d'accès à l'énergie et à l'eau potable, aux services de santé et à l'éducation.
- Elles permettent aussi de réduire la pauvreté, promouvoir une prospérité partagée et favoriser une croissance tirée par le secteur privé dans les pays en développement.

Le groupe de la Banque Mondiale [3] réaffirme son engagement à appuyer les PME en tant que l'un des principaux moteurs de la croissance et du développement, en précisant le rôle fondamental joué par les PME dans la

création d'emplois et la dynamisation de la croissance économique, puisqu'elles composent l'essentiel du tissu économique (hors micro-entreprises et travailleurs indépendants) dans les pays en développement.

En outre, de nombreuses études confirment ce rôle et les économistes s'accordent sur le fait que l'entreprenariat est souvent présenté comme la solution miracle. Les entrepreneurs lancent de nouvelles entreprises, créent de l'emploi, la compétition entre ces entreprises amènera un accroissement de la productivité à travers l'emploi de technologies plus performantes, ...etc. la combinaison idéale de facteurs pour avoir une croissance économique soutenue.

Pour résumer ce rôle, on peut dire que les activités entrepreneuriales conduisent à la valeur ajoutée et à la création de richesses, ce qui est primordial pour le développement industriel et économique du pays, à travers notamment :

- Les PME emploient leurs ressources propres aussi bien que les emprunts pour la mise en place de leurs projets. Les entrepreneurs favorisent la formation de capital en mobilisant les épargnes publics dormants, en favorisant donc la formation de capital ;
- les entrepreneurs jouent un rôle actif dans la réduction du problème du chômage régional et de l'amélioration du climat social ce qui ouvre la voie vers un développement économique. Une dynamique entrepreneuriale permettra de créer progressivement de plus en plus d'emplois indirects, en créant des opportunités d'emploi à grande échelle.
- L'entreprenariat pousse à l'émergence d'activités secondaires, et permettent donc de donner un effet multiplicateur dans l'économie. Il stimule la redistribution équitable des richesses et des revenus dans l'intérêt du pays vers une population plus large couvrant de plus

grandes zones géographiques et donnant ainsi des avantages à de plus grandes sections de la société .

- Les entrepreneurs aident à éliminer les disparités régionales à travers la mise en place d'industries dans les régions reculées et les moins développées et ainsi promouvoir un développement régional équilibré ;
- Le développement des entreprises dans divers domaines conduit au développement des prestations publiques comme le transport routier, la santé, l'éducation, le divertissement, ... Cela permet à la population de bénéficier de biens de meilleure qualité à des prix inférieurs, se traduisant par l'amélioration de leur niveau de vie ;
- En effet, l'entreprenariat permet l'amélioration du niveau de vie, quant les PME adoptent les innovations dans la production d'une grande variété de biens et services à grande échelle ce qui permet de réduire les coûts. A cet effet, il faut souligner, que l'augmentation du niveau de vie de la population est un indicateur du développement économique du pays ;
- Ce processus aide à la substitution des importations et à la promotion des exportations afin d'assurer l'indépendance économique et l'amélioration de la balance commerciale, ce qui est un ingrédient important du développement économique ;
- Aussi, l'entreprenariat stimule l'innovation favorisée par l'évolution de la technologie. De cette façon, les entrepreneurs multiplient leurs activités en créant un environnement favorable propice à l'initiative d'entreprendre ce qui conduit au développement global des pôles économiques. Les entrepreneurs transmettent donc une impulsion pour le développement global de la nation ;
- Cette résultante est un indicateur de la croissance économique. Les PME contribuent à l'augmentation du produit national brut, ainsi que le

revenu par habitant de la population d'un pays. Elles apportent de nouveaux produits et services et développent de nouveaux marchés pour la croissance de l'économie.

Après avoir précisé la relation étroite qui existe entre l'entrepreneuriat et la croissance économique, il semble opportun de focaliser notre attention sur le cas de l'Algérie, mais avant il est nécessaire de présenter un état des lieux de l'entrepreneuriat en Algérie afin de comprendre les enjeux qui entravent le développement du tissu des PME en Algérie.

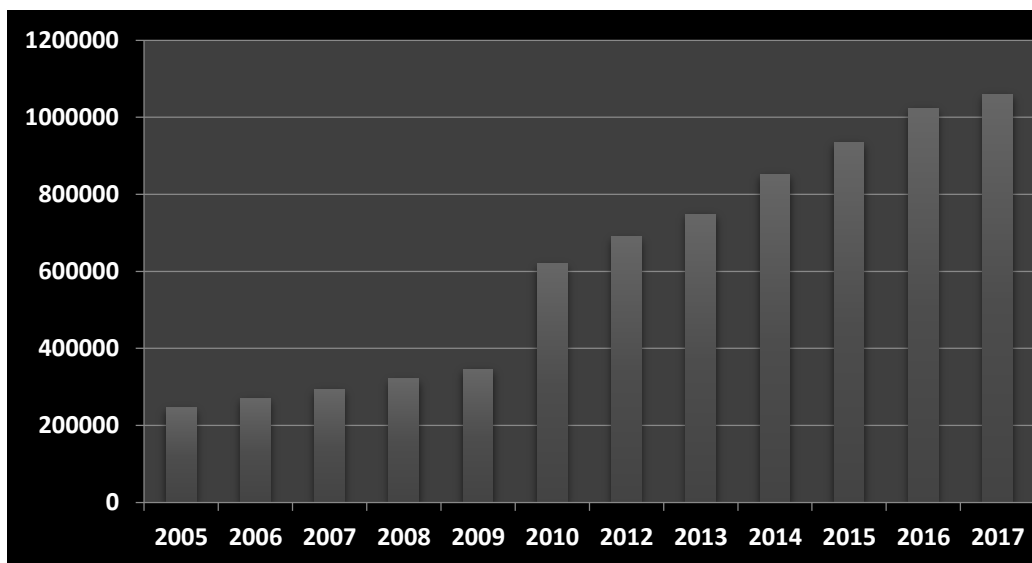
3. Analyse de l'entrepreneuriat en Algérie : évolution et contraintes

L'entrepreneuriat en Algérie est caractérisé par un entrepreneuriat de jeunes instruits. Le taux d'Activité Entrepreneuriale (TEA) de 16,7%, plus de 60% des entrepreneurs recensés ont moins de 35ans et plus 91% d'entre eux ont un niveau d'instruction secondaire et universitaire. Dans ce qui suit, nous analyserons les principales caractéristiques de l'entrepreneuriat en Algérie en relevant la dynamique et les résultats réalisés ces dernières années.

3.1. Aperçu sur l'évolution des PME privées en Algérie

Les petites et moyennes entreprises sont très importantes pour la diversification et la croissance de l'économie en Algérie, mais le secteur est peu développé et l'accent mis sur l'entrepreneuriat est relativement récent. Cependant, il convient de souligner que les PME ont connu une évolution importante de leur nombre entre 2001 et 2017. Leur nombre a été multiplié par plus de dix, comme le montre le graphique ci-après, et dépasse le 1 million de PME sur le territoire national, et la plus grande part est assurée par le secteur privé.

Graphique 1 : Evolution du nombre de PME en Algérie



Source : Bulletin d'informations statistiques, Ministère de l'énergie et des mines n° 31, Edition Novembre 2017.

En effet, le nombre total des PME privées à la fin du 1er semestre 2017 est de 1 060 025 sur un total de PME de 1 060 289. Elles sont concentrées au niveau du secteur des services

(le transport en particulier) avec un taux de 50,62%, ce secteur reste le plus privilégié par les jeunes entrepreneurs, l'Artisanat et le BTPH (le Bâtiment en particulier), qui ont respectivement enregistré 22,99% et 16,77% en 2017.

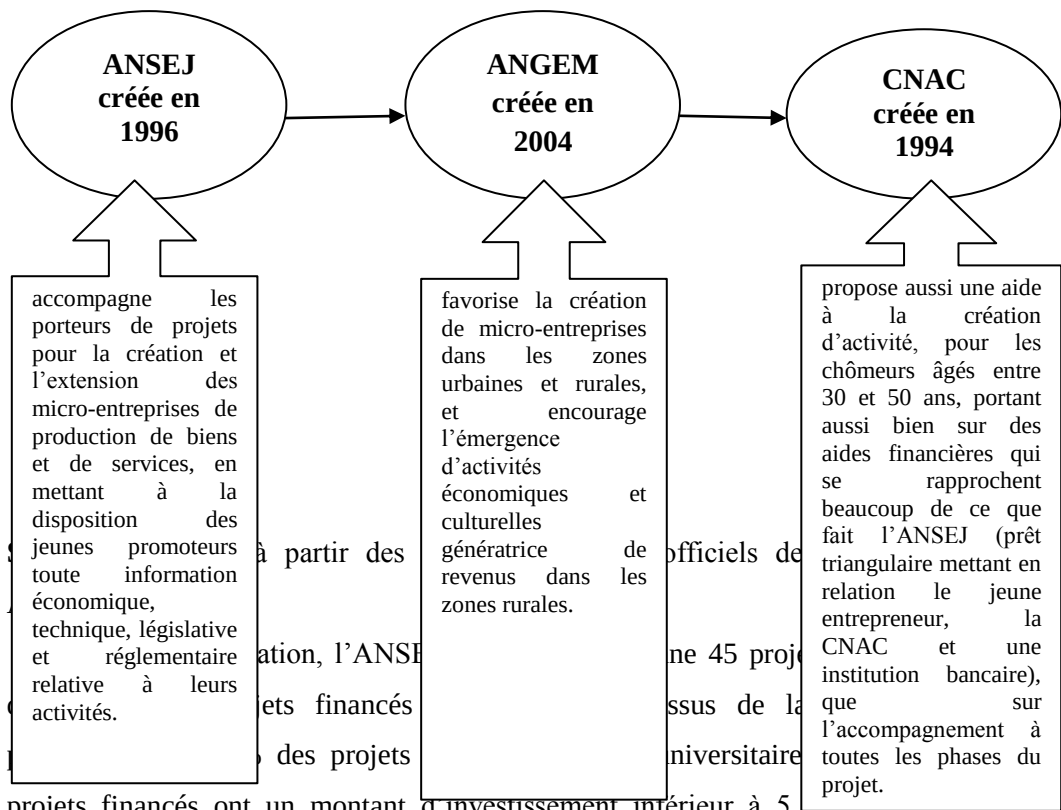
Ces PME privées sont principalement familiales et comprennent 97% du total de PME. Il faut noter, à cet égard, que *l'entreprise familiale est un acteur majeur dans l'économie nationale et ceci a été affirmé par les experts, chefs d'entreprises, et académiciens* qui sont unanimes à défendre un rôle plus soutenu de l'entreprise familiale dans la croissance économique du pays.

Le Chef du groupe Cevital, une entreprise de dimension internationale, a déclaré que la vulnérabilité de l'entreprise familiale vient de leur mode de gouvernance et du fait que certains chefs d'entreprises se voient arrivés à l'objectif. Mais pas seulement, y a également l'absence dans notre

environnement économique de conditions favorables à la création d'entreprises, à la modernisation et au développement des entreprises existantes.

Pour faciliter l'accès au financement des PME, l'Etat algérien a mis en place un certain nombre de dispositifs. Ces dispositifs sont soutenus par la création d'agences nationales pour aider au financement des projets entrepreneuriaux, principalement lorsqu'il s'agit de micro-financement. Ces agences ont été créées au début des années 1990, avec pour objectif principal de faciliter l'accès au financement pour les entrepreneurs.

Parmi ces dispositifs, on peut citer les agences représentées par la figure suivante :



projets financés ont un montant d'investissement inférieur à 5 millions de dinars, 14% des projets sont financés au profit des femmes, 92% des

promoteurs financés ont moins de 35 ans [4]. Ces statistiques montrent que l'ANSEJ joue un rôle considérable dans l'encouragement de l'entrepreneuriat à travers un accompagnement spécifique et une diversification des activités des promoteurs dans le sens des priorités retenues par le programme du gouvernement et selon les besoins économiques du pays.

Néanmoins, ceci reste insuffisant puisque l'Agence Nationale de Valorisation des Résultats de la Recherche et du Développement technologique (ANVREDET) a déclaré qu'il y a un manque de soutien et d'accompagnement des idées innovantes et porteuses jusqu'à la mise en place de l'entreprise [5]. Cette situation affecte négativement le taux d'innovation qui reste modeste enregistrant seulement 11,5% fin 2016 [6].

En effet, les conditions de création d'entreprise sont loin d'être optimales en Algérie et l'activité entrepreneuriale reste modeste au vu des récentes statistiques établies par GEM (Global Entrepreneurship Monitor), le tableau ci-dessous résume la dynamique entrepreneuriale en Algérie.

Tableau 1 : Quelques indicateurs de l'entrepreneuriat en Algérie pour l'année 2016

Taux d'intentions entrepreneuriales(%)	Taux d'activité de l'entrepreneuriat (%)	Taux des entrepreneurs ayant réussi (%)
36	0,6	84,2

Source : Base de données GEM (Global Entrepreneurship Monitor), tirée du site web : www.gemconsortium.org/data/key-ap. Date de consultation : 06/08/2017.

On remarque également que les activités entrepreneuriales sont majoritairement à un stade précoce (0,6%) contre 36% d'intentions entrepreneuriales. Ce qui souligne la difficulté en termes de création

d’entreprises nouvelles porteuses de richesse à une économie rentière dépendant majoritairement des recettes d’hydrocarbures. Toutefois, il ressort de l’enquête de GEM, que plus de 80% des entrepreneurs algériens à un stade précoce ont perçu que les opportunités entrepreneuriales étaient favorables et qu’ils ont même réussi leur activité.

Par ailleurs, l'un des principaux indicateurs est le nombre de démarches administratives pour enregistrer une nouvelle société. En Algérie, il faut 12 démarches ou procédures pour enregistrer une entreprise. Ce nombre est supérieur à celui de la Tunisie (09 procédures) et presque le triple de ce qui se passe au Maroc et en France (respectivement 3 et 4 démarches).

Le tableau ci-dessous résume la réalité à laquelle sont confrontés les entrepreneurs désirant réaliser un nouveau projet.

Tableau 2 : Le classement de l’Algérie en termes de facilité de création d’entreprise

Globalement	Démarrage d’une entreprise	Traitement des permis de construction	Branchement à l’électricité	Enregistrement de propriété	Obtention d’un crédit	Paiement des taxes
166	145	146	120	163	177	157

Source: Rapport Doing Business, Economy Profile Algeria, 2018.

Il ressort de ce qui précède, que le contexte entrepreneurial en Algérie n’est pas très favorable, ce qui entraîne des obstacles à sa compétitivité. Bien que l’Algérie crée les bases d’une transition vers une économie axée sur le marché, la base de son secteur privé est faible et le gouvernement contrôle encore une grande partie de l’activité économique.

En effet, malgré que leur croissance rapide et soutenue en termes de créations nouvelles, les PME privées algériennes se heurtent, dans leur très

grande majorité, à des difficultés de survie dues à diverses raisons endogènes et exogènes [7].

La partie suivante traitera les enjeux et entraves auxquels est confronté le développement de l'entrepreneuriat en Algérie.

3.2. Principales contraintes entravant le développement de l'entrepreneuriat en Algérie

En Algérie, l'État occupe une place prépondérante alors que le secteur privé est marginalisé. Par ailleurs, vu la situation économique et financière difficile que connaît le pays avec la chute des cours du pétrole, l'implication du secteur privé devient une nécessité absolue afin d'assurer le développement économique sans dépendre des dépenses publiques.

En effet, la liberté d'entreprendre est entravée en Algérie pour des raisons de bureaucratie, de corruption, de taxation élevée et d'un cadre juridique difficile. Or, le développement du tissu de PME nécessite un environnement stable où les instituts de l'économie de marché fonctionnent de manière efficace, mais aussi une politique publique susceptible d'orienter le développement des PME en Algérie.

Nous pouvons décrire cet environnement défavorable en Algérie à travers, entre autres, l'état de mortalité des entreprises et leur manque de compétitivité, tout en présentant les contraintes institutionnelles auxquelles sont confrontées les entreprises algériennes.

Le tableau 03 nous indique la mortalité des PME privées par secteurs d'activité.

Tableau 3: Mortalité des PME privées par secteur d'activité

Secteurs d'activité	S1/2016	S1/2017
Agriculture et pêche	53	23

Hydrocarbures, Energie, Mines et services liés	83	8
BTPH	47	520
Industrie manufacturière	1433	221
Services	1722	1279
Total	3338	2051

Source : Bulletin d'informations statistiques, Ministère de l'énergie et des mines n° 31, Edition Novembre 2017.

Le secteur de services est le plus touché par la mortalité des PME qui a enregistré le taux le plus important, mais y a eu un léger repli par rapport à l'année 2017, l'évolution est de -25%. Les activités qui sont les plus touchées, sont les services aux entreprises avec un taux de mortalité de 36% enregistré en 2016, suivi par le commerce avec près de 30% de PME radiées, et les PME activant dans les transports et la communication [8]³.

Si nous essayons de comprendre pourquoi ces PME trouvent des difficultés à réaliser leur croissance et leur pérennité, il suffit d'observer la qualité institutionnelle et l'environnement des affaires en Algérie.

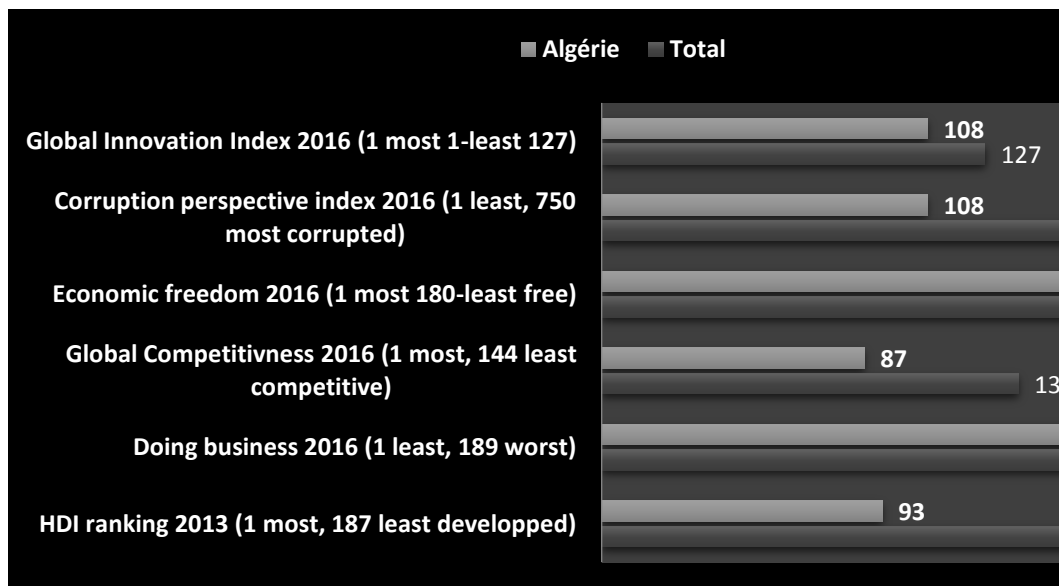
Le graphique ci-après illustre la détérioration de l'environnement des affaires du pays. Selon le rapport de Doing business, l'Algérie est classée en 2016 à la 163^{ème} place sur 189 pays évalués. De plus, l'Algérie a perdu dix places dans le classement Doing Business pour l'année 2018 et se situe désormais au 166e rang sur 190 économies classées selon la facilité de faire des affaires. Le climat des affaires devient donc plus difficile en Algérie

³ Bulletin d'informations statistiques, Ministère de l'énergie et des mines n° 31, Edition Novembre 2017, p. 16.

alors que la crise économique suite à la chute des cours de pétrole impose son amélioration.

L'Algérie est aussi loin d'être un pays innovateur et compétitif, elle décroche la place de 108^{ème} sur 127 pays.

Graphique 2 : L'environnement institutionnel en Algérie.



Source : Construit à partir des données des rapports : Doing business 2016- Global Competitiveness 2016- Heritage Foundation and Wall Street Journal 2016- International Transparency 2016.

Ce graphique montre que la liberté économique est restreinte, et la corruption qui est une entrave sérieuse aux investissements nationaux sévit dans l'ensemble des secteurs et empêche toute initiative entrepreneuriale de s'épanouir.

En outre, l'Algérie dispose d'un climat des affaires le moins attractif pour les PME par rapport à la région MENA, et c'est au regard de la pression fiscale sur les entreprises que ceci peut-être représenté. La différence est prononcée

entre l'Algérie et les autres pays. L'Algérie figure parmi les pays où la pression fiscale est la plus élevée avec un taux d'imposition total de 65,5% le plus important de la région MENA (Tunisie, 60%, Maroc, 49%, UAE, 15%) [9].

Par ailleurs, la concurrence déloyale est également considérée comme une contrainte majeure, le régime sur la concurrence est vu par les opérateurs privés comme étant répressif, notamment la persistance du favoritisme du secteur public. D'ailleurs, l'ensemble des pratiques dénoncées relève de la pratique d'abus de position dominante par les entreprises du secteur public. Et ceci paraît paradoxal quand on sait que le secteur public ne participe qu'à moins de 14% de la valeur ajoutée totale.

Un autre aspect qui marque la concurrence en Algérie, c'est bien évidemment l'existence du secteur informel qui représente aujourd'hui plus de 34% du PIB. L'existence de ce secteur exerce, au moyen des pratiques déloyales, une pression sur le libre jeu de la concurrence et affecte la compétitivité des entreprises privées notamment de petite taille [10].

Il est alors à noter que, dans ce contexte où la concurrence est déloyale, les jeunes entrepreneurs trouvent des difficultés à se faire une place sur le marché, mais surtout de garantir le minimum de compétitivité nécessaire pour croître.

Face à ses défis de taille, l'Algérie devrait prendre des mesures concrètes pour améliorer le cadre général et d'exercice des jeunes entrepreneurs et des investisseurs nationaux, car les PME sont les moteurs de la croissance et de la création d'emplois et contribuent à l'amélioration du climat social ce qui ouvre la voie vers un développement économique. Dans ce qui suit on en discutera de ce rôle.

4. Contribution du secteur de PME dans la croissance économique

La contribution des PME dans l'activité économique peut être perçue principalement par la part du secteur de PME dans la création de richesses, c'est-à-dire dans la valeur ajoutée du secteur réel, et par ailleurs, par la capacité de ce secteur dans la résorption du chômage.

4.1. Part des PME privées dans la création de valeur ajoutée (VA)

Considéré comme secteur prioritaire à développer, le secteur de PME devrait constituer un vecteur de développement et d'une diversification économique, combien nécessaire pour se substituer à une économie rentière fragile dont les retombées négatives sont inéluctables.

En contribuant pour 85% en 2015 à la valeur ajoutée du secteur réel (tableau n°04), les PME privées se classent au premier rang en matière de création de richesses à côté du secteur public. En volume, la valeur ajoutée du secteur privée s'est presque multipliée par deux en l'espace de cinq ans, soit une évolution satisfaisante comparativement avec le secteur privé.

Tableau 4 : Evolution de la part des PME privées dans la VA

	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Part du privé dans la VA (en Mds DA)	4 681	5 137	5 813	6 741	7 338	7 924
Part du public dans la VA (en Mds DA)	827	923	793	893	1 187	1 313
Part du privé dans la VA (en %)	84.98	84.77	87.99	88.29	86.1	85.78
Part du public dans la VA (en %)	15.02	15.23	12.01	11.70	13.9	14.22

Source : Bulletin d'informations statistiques, Ministère de l'énergie et des mines n° 30, Edition Mai 2017.

Au regard de cette situation, il apparaît vraiment que *l'entreprise privée est un acteur majeur dans l'économie nationale*. Les économistes sont de plus en plus nombreux à défendre un rôle plus soutenu de l'entreprise privée dans la croissance économique du pays, et plus particulièrement des toutes petites entreprises qui représentent 97% du total PME.

Il est important de noter à cet égard, que ce n'est pas ce caractère des entreprises algériennes qui constitue un obstacle à la diversification et au développement de notre économie, mais l'absence dans notre environnement économique de conditions favorables à la création d'entreprises, à la modernisation et au développement des entreprises existantes.

Et cela se confirme à travers les récentes statistiques puisque la part du secteur privé dans le PIB (hydrocarbures inclus) est passée de 42% en 2000, à 70% en 2015, alors que le PIB global sur la même période a été multiplié par 4. A cela s'ajoute, une évolution de la part de ce secteur dans le PIB hors hydrocarbures, qui le fait passer, de 74% en 2000, à 85% en 2015. C'est bien évidemment cette valeur qui définit la vraie richesse du pays, du fait qu'elle est générée par les entreprises, autrement dit, par le travail et la production. Cela induit des répercussions importantes, et positives, dans la mesure où le secteur privé intervient également à réduire le chômage.

Par ailleurs, sur le plan fiscal, la contribution du secteur privé dans les hydrocarbures a augmenté de 5% entre 2010 et 2015, et de 55% en matière de contribution fiscale hors hydrocarbures.

Ainsi, l'évolution du secteur privé s'est faite durant des années, à l'ombre du secteur et des organisations étatiques, pour arriver, et les chiffres parlent d'eux-mêmes, à s'imposer comme un secteur incontournable dans une conjoncture économique lourdement affectée par le retournement du marché des hydrocarbures occasionnant l'érosion du fonds de régulation des recettes, et la baisse des réserves de change.

Au regard de cette situation, il conviendrait de reconnaître la place de l'entrepreneuriat ou le secteur privé ou le tissu de PME comme levier important dans la diversification économique, et peut-être même une place prioritaire, avec toute la régulation et le contrôle que doit faire le gouvernement.

4.2. Contribution des PME privée dans l'emploi

Les PME qui sont une catégorie spécifique d'entreprises locales et régionales, contribuent à résorber le chômage. En termes d'emploi, les PME privées emploient 2 452 216 dont 1 489 579 salariés et 1 013 613 employeurs dans le premier semestre 2016, et c'est bien évidemment, les PME privées qui emploient le plus avec un taux de 98% alors que les PME publiques absorbent seulement 1.4%. et le premier semestre 2017 montre réellement le rôle majeur joué par les PME privée dans la résorption du chômage puisqu'il emploie 99,09% de la population active en Algérie tandis que le secteur public absorbe un taux insignifiant de 0,91%, comme le montre le tableau n°05.

Tableau 5 : Part des PME dans l'emploi

	S1/2016	S1/ 2017	Evolution (%)
PME privées	2 452 216 (soit 98,57%)	2 578 279 (soit 99,09%)	5,14
PME publiques	35 698 (soit 1,43%)	23 679 (soit 0,91%)	-33.67
Total	2 487 914	2 601 958	4,58

Source : Bulletin d'informations statistiques, Ministère de l'énergie et des mines n° 31, Edition Novembre 2017.

Selon les dernières statistiques de l'ONS, le secteur privé est le premier pourvoyeur d'emplois ainsi, on apprend qu'en 2017, les effectifs ont connu une

baisse, selon les chefs d'entreprises du secteur public, contrairement à ceux du secteur privé qui ont fait part d'une augmentation, notamment ceux des ISMMEE et de l'agro-alimentaire.²

Il est vrai que le secteur de PME joue un rôle important dans la réduction du chômage mais ceci reste insuffisant, dans la mesure où dans une économie en transition, des potentiels de croissance importants peuvent exister. Mais, ils ne sont pas pleinement exploités du fait de l'agencement de l'environnement et des aspérités structurelles de l'économie. Les contraintes liées à l'environnement institutionnel de l'entreprise peuvent justifier cela, et qui doivent être levées par une amélioration du climat des affaires, l'approfondissement des réformes de structures, les initiatives d'assainir définitivement l'environnement de l'entrepreneur et de l'investisseur.

Conclusion

L'objectif de notre travail a été de mettre en évidence ce qu'on peut attendre de l'entrepreneuriat en termes de contribution à la croissance économique. Nous avons tenté de montrer que l'entrepreneuriat peut-être un levier du développement économique par: Le renouvellement du parc d'entreprises nécessaires au développement économique, à la création d'emplois, à la création de valeur ajoutée ce qui est primordial pour le développement industriel et économique du pays ; la réduction du problème du chômage régional et l'amélioration du climat social ; l'élimination des disparités régionales à travers la mise en place d'industries dans les régions reculées et les moins développées ce qui augmente l'attractivité d'un territoire ; et la diversification des secteurs d'activités qui permet de réduire sensiblement la vulnérabilité économique du pays.

Au regard de ce qui a été précité, nous pouvons conclure que malgré les efforts de l'Etat dans le développement des PME, notamment en termes de

mise en place de dispositifs d'aide à la création de l'entreprise et de l'emploi, et par le nouveau rôle de l'Etat facilitateur et accompagnateur de l'initiative privée et par les moyens mis en œuvre pour atteindre des objectifs qualitatifs, les entrepreneurs sont toujours confrontés à de nombreuses entraves lors de leur création d'entreprises. Comme nous avons pu le constater, l'environnement dans lequel évoluent les PME n'est toujours pas favorable pour leur développement, ce qui empêche l'épanouissement de l'entrepreneuriat algérien.

Le gouvernement algérien devrait donc concentrer ses efforts dans l'amélioration du climat des affaires qui est une condition primordiale pour l'épanouissement du secteur privé, surtout les PME, sur lequel repose l'avenir de l'économie nationale. En effet, l'amélioration de qualité institutionnelle est une condition majeure au développement de l'initiative entrepreneuriale et donc l'amélioration de la croissance économique.

Références de bas de page

[2] : Les autorités publiques et les experts sont unanimes sur le fait que : « l'Algérie est amenée à connaître une importante ouverture économique dans laquelle les détenteurs de capitaux privés auront un rôle crucial à jouer, le secteur privé aura toute sa place, peut-être même une place prioritaire, avec toute la régulation et le contrôle que doit faire le gouvernement ».

[3] : Les opportunités économiques liées aux PME sont également loin d'être négligeables : dans les pays en développement, les technologies de l'information et de la communication (TIC) et les technologies mobiles affichent une forte expansion, tandis que, dans le secteur des technologies propres, les PME peuvent mettre à profit un marché qui se chiffrera à [1 600 milliards de dollars au cours de la prochaine décennie](#) d'après les estimations de la Banque Mondiale (2016).

[4] : Tiré du site web de l'ANSEJ : www.ansej.org.dz. Date de consultation : 06/08/2017.

[5] : Cette insuffisance affecte plusieurs étapes nécessaires à la création d'entreprise innovante, à savoir: Identification du projet, expertise, évaluation du projet, propriété Intellectuelle (protection de l'innovation), fabrication de prototypes, étude du marché, Business Plan, partenariat / investisseurs (mise en contact avec les organismes concernés), création de l'entreprise (produit fini).

[6]: Base de données GEM (Global Entrepreneurship Monitor), tirée du site web :www.gemconsortium.org/data/keyap. Date de consultation : 06/08/2017.

[7]: Widad Guechtouli et Manelle Guechtouli : « L'entrepreneuriat en Algérie : quels enjeux pour quelles réalités », working paper IPAG Business School, Paris, 2014, p. 11.

[8] : Bulletin d'informations statistiques, Ministère de l'énergie et des mines n° 31, Edition Novembre 2017, p. 16.

[9] : Rapport Doing business in MENA, 2017, p. 147.

[10] :Anwar Sekiou, Entrepreneuriat En Algérie Réalité et Perspective "Cas de Tlemcen" *مجلة الأعمال المال إقتصاديات* JFBE, page 16.

Références bibliographiques

1. Fayolle.A : « L'entrepreneuriat » ; édition Dunod, 2004.
2. Ferferra Y. et Aknine R. : « Entrepreneuriat et création d'entreprise en Algérie : une lecture à partir des dispositifs de soutien et d'aide à la création des entreprises », *Revue des Sciences Économiques et de Gestion*, N°14, 2014.
3. Sekiou A. : « Entrepreneuriat En Algérie Réalité et Perspective "Cas de Tlemcen" » *مجلة الأعمال المال إقتصاديات* JFBE.

4. Widad Guechtouli et Manelle Guechtouli : « L’entrepreneuriat en Algérie : quels enjeux pour quelles réalités », working paper IPAG Business School, Paris, 2014.
5. Zemirli R. et Hammache S. : « Le contexte entrepreneurial en Algérie : quelles opportunités et contraintes pour les jeunes entrepreneurs », Revue sur le Contrôle de la Comptabilité et l’Audit, N°05, Juin 2018.
6. Bulletin d’informations statistiques, Ministère de l’énergie et des mines n° 30, Edition Mai 2017.
7. Bulletin d’informations statistiques, Ministère de l’énergie et des mines n° 31, Edition Novembre 2017.
8. Base de données GEM (Global Entrepreneurship Monitor), tirée du site web : www.gemconsortium.org/data/key-ap.
9. Rapport Doing Business, Economy Profile Algeria, 2018.
10. Rapport Doing business in MENA, rapport 2017.
11. Rapport Global Competitiveness 2016.
12. Rapport Heritage Foundation and Wall Street Journal 2016.
13. Rapport International Transparency 2016.